



A Clermont-Ferrand, le 14 novembre 2019

Nous sommes rassemblés aujourd'hui au CHU de Clermont-Ferrand, comme dans tous les hôpitaux de France. Une délégation de notre syndicat (8 camarades) est allée à Paris pour se joindre à la manifestation parisienne.

Cette journée d'action a quelque chose de marquant, d'exceptionnel, nous sommes tous réunis, personnels médicaux, paramédicaux et autres personnels hospitaliers.

Qu'est-ce qui nous réunit : chacun à notre poste, dans notre métier, nous sommes confrontés à des décisions politiques dévastatrices pour l'hôpital public :

- Remise en cause de l'accès aux soins pour tous et de qualité, ce qui constitue le fondement de notre métier et le choix que nous avons fait de travailler à l'hôpital public. La mise en place à marche forcée de l'ambulatoire entraîne des fermetures de lits qui font défaut pour accueillir les malades des urgences et qui vont y rester de nombreuses heures sur des brancards et même y décéder.

- La course à l'activité et à la rentabilité qui transforme l'hôpital public en entreprise, dégrade la prise en charge des patients, pousse à la réduction de la durée de séjour, favorisant le retour des patients par le service des urgences.

- Dégradation des conditions de travail. Nous sommes à 10% d'absentéisme, majoritairement liés aux sous effectifs structurels dans tous les services. Cette situation conduit à l'épuisement physique et psychologique d'un grand nombre d'entre nous, toutes catégories confondues, de l'ASH aux médecins. L'hôpital bienveillant devient hôpital maltraitant.

Citons quelques services déclarés en grève depuis plusieurs semaines: maladies infectieuses et tropicales, Samu, Urgences, pédiatrie, chirurgie digestive, réa pédiatrique et réa néonatal, blocs ; et de nombreux autres services ont mis en avant leurs revendications.

3 audits ont eu lieu sur l'absentéisme, dont un en cours à la demande de la Direction qui ne s'adresse qu'à elle-même. A l'IFSI, on enseigne aux futurs professionnels les bonnes pratiques, et en service l'institution leur apprend à s'en passer.

Le bilan social pour l'année 2018, nous apprend que les heures inscrites sur le CET représentent 545 postes temps plein. En réa néonatal ce sont 16.000 heures qui sont sur le CET, soit au moins 10 postes.

C'est dans ces circonstances que se déroulent les discussions à l'Assemblée Nationale et au Sénat sur le Projet de loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2020 :

Alors que le gouvernement se sert dans les caisses de la Sécurité Sociale pour les mesures qu'il décide, sans les compenser, la prévision de l'ONDAM pour 2020 annonce une nouvelle catastrophe :

- le budget des hôpitaux sera en diminution, il ne devrait augmenter que de 2,1% alors que pour maintenir à l'existant c'est au minimum 4,4% qui seraient indispensables.

- Et comme si ce n'était pas suffisant, la ministre prévoit d'imposer 1,5 milliard € d'économies supplémentaires aux hôpitaux dans le cadre de la mise en œuvre de la loi Buzyn de juillet 2019.

Et la ministre ose déclarer : « avec ce budget 2020 de Sécurité Sociale, nous préservons l'Hôpital ».

A l'inverse, ce budget est une nouvelle catastrophe annoncée pour l'hôpital public et la négation de nos revendications communes : conditions de travail et de soins décentes pour tous, réouverture des lits, effectifs nécessaires, augmentation du point d'indice pour tous et contre l'individualisation des rémunérations.

La carte bancaire ne doit pas supprimer la carte vitale.

Le 29 novembre, le PLFSS revient à l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale, pour le vote définitif.

Aussi, nous proposons à tous les organisateurs de cette journée d'action d'appeler à une puissante manifestation nationale unitaire à Paris, à l'assemblée Nationale, le 29 novembre pour interpeller très fort les députés « NE VOTEZ PAS CE PLFSS » !!!

**Cette proposition a été soumise au vote puis votée**